

*Date de dépôt : 3 novembre 2021*

**Réponse du Conseil d'Etat  
à la question écrite urgente de Mme Ana Roch : Nombre et origine  
des chargés de mission à l'Etat !**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

En date du 8 octobre 2021, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une question écrite urgente qui a la teneur suivante :

*Je remercie le Conseil d'Etat pour ses réponses à la QUE 1577.*

*Malheureusement, il a omis la réponse à ma question – pourtant explicite – de savoir combien de personnes au bénéfice d'un permis G ont été engagées à la tête du département ces douze derniers mois, sur la base de quel appel aux candidatures et pour quelles fonctions.*

*Je le saurais gré de répondre aussi à cette question que je complète par la suivante :*

*Quels sont le nombre exact et l'origine des chargés de mission évoqués dans la réponse à la question susmentionnée ?*

*Que le Conseil d'Etat soit remercié par avance pour la totale transparence dont il fera preuve dans les réponses qu'il apportera à cette question écrite urgente.*

## RÉPONSE DU CONSEIL D'ÉTAT

Au cours de ces 12 derniers mois, aucune personne titulaire d'une autorisation de travail frontalière (permis G) n'a été engagée à la tête du département de l'économie et de l'emploi, respectivement de l'ex-département du développement économique.

Enfin, une seule et unique personne a été engagée en tant que chargée de mission. Originnaire de Genève, cette personne est domiciliée et réside dans le canton.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les Députés, à prendre acte de la présente réponse.

### AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :  
Michèle RIGHETTI

Le président :  
Serge DAL BUSCO